

CIBLE

Guéant

Au-delà de ses aspects juridiques, l'affaire Tapie a valeur de symbole : cette « escroquerie en bande organisée », c'est bien ce qui qualifie l'oligarchie. Escroqueries financières pendant les années Chirac et Sarkozy, qui se prolongent encore modestement dans la hollandie. Escroqueries politiques et morales d'une gauche qui masque ses redditions par des discours, des poses et des manœuvres...

Dans cette ambiance de faillite frauduleuse, Claude Guéant est devenu hautement significatif. Ce personnage falot, amateur de tableaux et de liasses de billets, fut un des agents du prétendu nettoyage au karcher. Impitoyable pour les petits voyous, ce fier défenseur de la dignité humaine et de la civilisation est maintenant soupçonné de graves délits, commis en compagnie de bandits et de criminels en France et à l'étranger. Pour les petits voyous, Claude Guéant, s'il est condamné, sera un exemple à suivre, quant à la manière de piquer du blé et de monter des entourloupes.

Toutes les formes de délinquance doivent être réprimées, c'est incontestable. Mais il faut frapper de haut en bas.

EUROPE ÉTATS-UNIS

Gare à la casse !

Domenach

**Mao
et sa cour**

p. 6-7

Mafias

**Le pouvoir
invisible**

p. 8

Lettre de Mindanao

Découvertes en 1521 par Magellan, qui en fit le cadeau à l'infant Felipe d'Espagne, les Philippines ont été conquises par la violence - à l'exception de Mindanao car les sultanats de Maguindanao et de Sulu avaient uni leurs forces pour repousser l'envahisseur. Pendant près de 500 ans, ils ont pu rester proches de leurs racines malaises dont ces deux sultanats sont issus.

Venus aux Philippines après le traité de Paris de 1898, les États-Unis se heurtèrent à une vive résistance en arrivant à Mindanao. D'où une terrible guerre, qui vit le massacre de la population, surtout Tausug, à l'ouest de Mindanao et sur l'archipel de Sulu, de 1899 à 1913. Ce massacre - on estime qu'il fit plus de 20 000 morts - est encore présent dans la mémoire de chacune des familles tausug. Cette partie du monde continuera à vivre avec ses propres langues, sa propre écriture, ses administrations royales et seigneuriales et ses traditions, jusqu'à la dictature de Marcos.

Fort des expériences malheureuses des Espagnols et des Américains, Marcos se servira des paysans pauvres du nord et du centre des Philippines pour envahir Mindanao dans le cadre de sa nouvelle politique agraire. Une île à la végétation luxuriante, très ri-

che en cuivre, fer, pétrole, gaz - sans parler de sa position stratégique qui permet de contenir une Malaisie rêvant de la réunification d'une mythique *Nusantara* composée de tous les anciens sultanats d'origine malaises, de l'Indonésie au sud de la Thaïlande, des Philippines au Sud Vietnam et au Cambodge, composé des ethnies malaises Cham.

L'idée de Marcos est simple et terriblement efficace. Donner des titres de propriétés à des paysans pauvres mais surtout catholiques et parlant tagalog, la langue nationale, entraînés, armés et accompagnés par l'armée. C'est donc avec des titres sans valeur pour les Moro et leurs *datus* (représentants du sultan, issus de la noblesse moro), que ses paysans, se pensant dans leur bon droit, vont arriver à Mindanao et s'organiser en milices (*Vigilantes*) avec l'aide de l'armée, pour brûler et exterminer femmes, hommes et enfants dans les villages moro

leur faisant obstacle. Les Sultans seront obligés de se soumettre pour limiter les victimes, les seigneurs locaux seront tués par l'armée et les *Vigilantes*, des milliers de personnes seront déportées.

Une résistance s'organise avec l'appui officieux de la Malaisie, qui veut réaliser sa mission de grande sœur. Un des premiers mouvements sera le MNLF (*Moro National Liberation Front*), soutenu par la Libye et qui se verra donner l'administration de l'ouest de Mindanao, dépourvu de toutes structures et aujourd'hui considéré comme la province la plus pauvre des Philippines. Cette **région autonome** permettrait de faire échec à une éventuelle indépendance du territoire moro.

Peu de temps après, insatisfait de la situation, le MNLF connaît une scission qui aboutit à la création du MILF (*Moro Islamic Liberation Front*), plus religieux, et sou-

tenu principalement par la Malaisie. Bien entendu, certains pays du Golfe, comme le Yémen et l'Arabie Saoudite, vont aussi s'immiscer dans le conflit, trouvant un moyen de radicaliser le pays avec leur vision étroite de l'islam, si éloignée de l'islam traditionnel philippin, au point que les imams de Mindanao parlent de « *nouvel islam et nouvelles lois religieuses à appliquer* », ne comprenant plus ce qui se passe, et se sentant de plus en plus marginalisés au sein même de leur confession et communauté.

Cette radicalisation passe aussi par les migrants philippins allant travailler en masse comme employés de maison ou comme main-d'œuvre à bon marché en Arabie, où beaucoup se convertissent par commodité et subissent un endoctrinement à l'islam wahhabite, qu'ils ramènent ensuite - avec quelques dollars en poche - aux Philippines. S'y ajoute le financement de mosquées et d'écoles coraniques entièrement contrôlé par l'Arabie Saoudite, qui fait même distribuer des billets de banque à la sortie des mosquées.

Aujourd'hui l'actuel président des Philippines, Aquino III, parle de redonner l'indépendance à Mindanao, pour mettre fin à ces quarante années de conflits, mais c'est une nation sans Sultan - alors que le sultanat est la forme traditionnelle de l'organisation des ethnies bangsamoro (Moro) et un véritable vecteur de paix, d'équilibre et de non-implication dans une mouvance politique. D'où le risque d'un chaos sans précédent qui pourrait favoriser les intérêts politiques de certains pays extérieurs.

Daoud DATU

royaliste 
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTHAUD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Lettre de Mindanao - p.3 : Les vérités vraies de Valérie - p.4 : Négociations : piège à cons ? - p.5 : L'Europe à 28 - p.6/7 : Derrière les "Murs rouges" - p.8 : Le pouvoir des mafias - p.9 : Le mythe de l'islamisation - p.10 : Édouard Berth - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Vogue la galère !

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €) six mois (30 €) un an (50 €) soutien (120 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Les vérités vraies de Valérie

Comme toute réforme de grande ampleur, celle des retraites est précédée d'un rapport. En théorie, le document est destiné à éclairer le gouvernement – qui, en fait, a déjà arrêté ses principaux choix...

En pratique, les avis solennels des experts permettent de tester les syndicats et d'examiner les réactions de l'opinion publique. Remis le 14 juin, le rapport Moreau entre dans cette catégorie des fusées éclairantes. On y trouve un catalogue complet des recettes ultra-libérales : augmentation de la durée des cotisations, alignement du taux de CSG des retraités sur celui des actifs, augmentation des cotisations d'assurance-vieillesse, révision (défavorable) du calcul des retraites des fonctionnaires. Il s'agit encore et toujours de *faire des économies* sur le dos des salariés et des retraités en tenant pour acquise sur le long terme la situation de sous-emploi. Nous traiterons du fond de la réforme lorsque le gouvernement l'aura présentée mais il paraît utile de s'intéresser au préalable aux techniques de persuasion des oligarques qui se souviennent que les précédentes réformes ont provoqué des mouvements de rue massifs.

La première technique, classique, est celle de l'enrobage. Dès la publication du rapport Moreau, le Premier ministre s'est empressé de vanter la **grande lucidité** du travail tout en assurant que les efforts seraient à la fois justes et supportables. Cela signifie que le rapport est *validé*

comme on dit dans les hautes sphères et que la ponction se fera sous anesthésiants : comme à des enfants, on nous dit que ça ne fera pas mal et que les efforts pour guérir seront des plus modérés.

La deuxième technique, non moins classique, est celle du matraquage des esprits par une propagande qui a commencé bien avant la publication du rapport Moreau. Comme on ne peut pas dire que *les jeunes ne sont pas assez nombreux pour payer les retraites des vieux* en raison de la bonne santé démographique de la France, on invoque l'allongement de la durée de la vie. « *Quand on vit plus longtemps, on peut travailler plus longtemps* » : tel est le slogan lancé par Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales. Slogan imbécile, que Gérard Filoche a pulvérisé : « *Si on vit plus longtemps, c'est grâce à la retraite à 60 ans. Si on vit plus longtemps, c'est pour en profiter plus longtemps. Si on travaille plus longtemps, on vivra moins longtemps.* » Mais la propagande est faite pour asséner des imbécillités et on nous resservira sans cesse l'argument de la durée de vie. S'y ajoutera l'argumentaire habituel sur les **économies** à réaliser, le poids de la dette publique et tout le tralalaire qui vise à effacer l'essentiel : la retraite, c'est du salaire - du salaire différé. Baisser les

retraites, c'est baisser les salaires, c'est diminuer le pouvoir d'achat, c'est donc aggraver la crise économique et financière.

La troisième technique, c'est celle des petits pas : ne pas tenir compte des contradicteurs et avancer étape par étape, en reculant si la colère est trop forte pour mieux sauter quelques années plus tard. Le 12 juin sur France Inter, Valérie Pécresse a expliqué très doucement que la réforme du système des retraites devait être effectuée tranche par tranche afin d'éviter qu'une révolte de grande ampleur empêche l'opération. Il ne faut surtout pas faire de « *réforme-cathédrale* » a-t-elle déclaré, car l'expérience du « *traité constitutionnel* » a servi de leçon. En clair, un projet ultra-libéral complet a provoqué un rejet massif. Il faut donc, a poursuivi en substance la vice-présidente de l'UMP, faire des réformes d'ampleur limitée en allant le plus loin possible comme on tend un élastique : la réforme Fillon de 2003 et la réforme Woerth de 2010 sont à considérer en fonction d'un objectif plus général dont les socialistes doivent maintenant se rapprocher.

Valérie Pécresse ne dit pas que l'objectif, c'est la destruction du système des retraites par répartition. Mais elle révèle le projet de l'oligarchie, attend que les hollandistes s'y conforment et avancent sur la **bonne voie** en pratiquant comme leurs prédécesseurs le mensonge sur les intentions.

Annette DELRANCK

L'écho des blogs

Grèce : La gouvernance « two-pack » de l'UE se dévoile.

Depuis l'entrée en vigueur de la gouvernance économique de la zone euro fin mai c'est-à-dire depuis l'abandon à la seule Troïka (BCE-commission-FMI) de notre capacité politique à décider, la souveraineté des États se limite à la mise en œuvre des mesures prises par d'autres. Seule la méthode d'exécution reste de la souveraineté de chaque État a précisé Hollande dans une récente conférence de presse. Avec la fermeture de la télévision et de la radio publique en Grèce nous venons donc d'avoir un aperçu de la réalité du « two pack ». Le 11 juin le gouvernement s'exprime à 17h20, quelques minutes plus tard les forces de police interviennent et stoppent les émetteurs, « *le même soir vers 22h, le ministère de l'Économie dans un communiqué précise "que la société ERT n'existe plus."* » (1). Dans la stupeur, face à la violence de la méthode, en quelques minutes l'intégralité des salariés perdait leur travail ! C'est ce que Naomi Klein a si bien décrit dans son livre *La Stratégie du choc*, une stratégie imaginée par les Chicago's boys dans les années 1970 et amorcée dans le Chili de Pinochet. Après avoir été employée contre les mineurs par Thatcher, elle devient une réalité dans l'Union Européenne.

Alors pouvait-on espérer de notre gouvernement une réaction de solidarité avec les travailleurs de l'audiovisuel grec comme semblait l'espérer Daniel Schneidermann. Sur son site (2) il écrit « *Pour Najat Vallaud Belkacem, "une décision triste, évidemment". Pas un mot de Ayrault, pas un mot de Hollande, pour rappeler que l'on ne ferme pas une station de télévision, et pour sommer la Troïka de sommer le gouvernement grec de déchirer son décret.* » N'ayons aucune illusion, leur attitude est parfaitement conforme avec la politique assumée par nos oligarques de gauche.

L'ampleur du choc, la profondeur du drame, sont dévoilées par Panagiotis Grigoriou auteur du blog « *greek crisis* » dans une série d'articles dont je recommande la lecture. Tant de témoignages ne se résument pas. Dans l'article rédigé le 13 juin et portant pour titre « *requiem* », il laisse parler une jeune femme « *finalement notre régime est bien plus dangereux qu'une dictature, car nos tyrans portent toujours cette robe déchirée de la Démocratie* ». Voilà la réalité sans voile de l'Europe ultra-libérale.

François ENNAT

- (1) <http://www.greekcrisis.fr/>
- (2) <http://www.arretsurimages.net/vite.php?id=15696>

Négociation : piège à cons ?

Quoique cela ne fasse pas encore grand bruit, on entend de plus en plus parler de la négociation prochaine d'un accord commercial avec les États-Unis. Ce traité serait une victoire du libre-échange et de l'ultra-libéralisme qui ne veut entendre parler d'autres règles que les siennes.

Quelques chiffres pour commencer. L'Europe et les États-Unis représentent 51 % du PIB mondial et le tiers des échanges commerciaux avec un montant avoisinant les 700 milliards d'euros par an. C'est bien évidemment énorme, tout comme l'est aussi le stock d'investissements bilatéraux qui est pratiquement de 2 400 milliards. C'est dire si une simple modification des règles en vigueur peut avoir un impact important sur la situation de chacun des blocs.

La rengaine est toujours la même : abolir les règles (forcément) trop contraignantes et (tout aussi forcément) constitutives d'obstacles au développement des échanges (bla-bla), donc à la croissance (re bla-bla), donc à l'emploi (bla-bla-bla). Nous sommes là dans l'idéologie la plus pure. Celle qui nous est servie depuis trente ans avec les brillants résultats que l'on connaît. Si le libéralisme ne fonctionne pas, c'est qu'il n'y a pas assez de libéralisme. L'antienne n'est pas neuve. Elle a servi de tout temps et en tout lieu.

Le libre échange intégral, s'il pouvait seulement se concevoir, ne peut exister qu'entre égaux. Si les sociétés américaines et européennes sont fondées sur des valeurs communes - nous dit-on - il

n'apparaît pourtant pas que les différences qui subsistent ne soient pas assez fondamentales. Le poids des sociétés - dites civiles - et la façon d'envisager les rapports sociaux sont assez éloignés. La primauté du *business as usual* ne peut plus se concevoir chez nous après tant d'années de crises. Si l'on s'en tient au modèle social, disons les choses : veut-on du modèle américain avec ses 18,6 % de chômage réel et ses 50 millions de personnes à la soupe populaire ? Il faut souligner que, depuis 20 ans, les États-Unis cherchent à obtenir l'assouplissement des protections européennes en matière de produits agricoles. Ce qui empêche beaucoup de leurs produits de pénétrer sur notre continent, ce ne sont pas tant des barrières tarifaires, d'ailleurs assez faibles, que les considérations techniques et sanitaires. Que les Américains acceptent de manger n'importe quoi n'est pas notre affaire. En revanche, il en va tout autrement s'il s'agit de nous **refiler** leurs bœufs aux hormones, leurs OGM ou leur viande chlorée. C'est exactement de cela dont il s'agit.

Les produits industriels ne représentent pas un poids énorme dans les échanges. Viennent en premier les services - pour les deux tiers - puis les produits agricoles. Pour autant puisque nous avons signalé que ce n'étaient pas les

barrières douanières qui posaient problème, le principal se joue sur les normes et les standards, fort différents d'un côté et l'autre de l'océan. Là nous avons beaucoup à perdre. Contrairement à ce que pensent les têtes plates de Bruxelles, il y a plus de risque de nous voir imposer les leurs que de promouvoir les nôtres. Le texte remanié du mandat donné par la Commission aux négociateurs le démontre aisément. Face au lyrisme un tantinet crétin des gens de la nomenclature européiste, les Américains sont à leur habitude fort pragmatiques et entendent bien peser pour que leur plateau de la balance soit le mieux rempli.

La légèreté des élites européennes n'est plus à démontrer et les bonnes intentions couchées sur le papier du mandat le démontrent. (1) La moindre d'entre elle n'est certainement pas d'indiquer à l'avance que l'on veut en avoir terminé en juin 2014. Pourquoi donc ? Simplement parce que la Commission actuelle rendra son tablier à cette date et que Barroso ne peut solliciter un autre mandat. Il verrait ce traité comme le couronnement (!) d'une carrière, carrière européenne s'entend puisqu'il semble viser maintenant plus haut, rien moins que la tête de l'ONU, poste pour lequel l'aval des Américains est absolument nécessaire. Monsieur Barroso, tellement

prompt à se plier aux *desiderata* des différents groupes de pression, sait par conséquent ce qui lui reste à faire pour s'assurer le poste convoité...

Les Américains sont bien moins pressés. Et pour cause... Pendant que l'on commence à négocier de notre côté, les pourparlers pour obtenir un accord de même type avec la zone Pacifique sont, eux, beaucoup plus avancés. Si l'accord transpacifique venait - ce qui est largement prévisible - à être conclu durant les négociations euro-américaines, il y a gros à parier que la position américaine s'en trouverait renforcée. Là, nos spécificités européennes, et plus encore françaises, risquent de ne pas peser lourd. Notamment en matière de protection des investissements. À l'habitude, les Américains et les élites européennes voient les questions avec les lunettes des grandes multinationales qui ont très envie d'accroître leur influence sur les normes en vigueur, par exemple en termes de propriété intellectuelle, de responsabilité et de fiscalité.

Demeuré caché, le texte du mandat est maintenant public, grâce à une fuite. Sa lecture est ardue mais bien passionnante. Pour le moment, le gouvernement français ne met des réserves, à bon droit, que sur l'exception culturelle. Le reste de l'accord n'en serait pas pour autant moins dangereux, et là le silence du gouvernement est inquiétant. Nous n'en sommes qu'aux débuts et il va falloir être vigilants, ne serait-ce que sur l'absence totale de vision à 10-20 ans de la Commission européenne. Les élites en perdition ne sont jamais plus dangereuses que lorsqu'elles commencent à répandre les effluves du pourrissement d'un cadavre.

Charles GUÉMÉNÉ

(1) <http://contrelacour.over-blog.fr/article-exclusif-marche-transatlantique-le-projet-de-mandat-de-negociation-de-la-commission-europeenne-tr-117928042.html>

L'Europe à vingt-huit

Avec l'adhésion de la Croatie, au 1^{er} juillet, l'Union européenne est désormais en ordre de marche pour commémorer avec un an d'avance le centenaire de l'attentat de Sarajevo.

Après la Croatie, l'élargissement devrait connaître dix à quinze ans de pause. Aucun des huit candidats à l'adhésion (six balkaniques, la Turquie et l'Islande) ne semble prêt à finaliser le processus avant la prochaine décennie (sauf peut-être l'Islande). Il s'est bien passé neuf ans entre l'adhésion slovène et la croate, alors que les deux pays avaient proclamé leur indépendance le même jour, 25 juin 1991.

Ces propos officiels léni-fiants sont censés rassurer les populations inquiètes d'une fuite en avant, d'une dilution des institutions du fait de l'extension indéfinie du nombre des membres. Mais ils cachent d'autres réalités, peut-être plus inquiétantes encore, à commencer par la **rupture** des Balkans. En effet, parallèlement, les Eurocrates ne savent comment s'y prendre pour maintenir la flamme chez ceux qui font antichambre. Mme Ashton ne serait jamais parvenue à une sorte d'accommodement entre Serbes et Kosovars s'il n'y avait eu à la clé la carotte de l'adhésion de Belgrade. Maintenant on dit aux intéressés : pas avant dix ans. Ou bien ils n'y croient pas, connaissant la veulerie des conseils européens, ou bien ils se disent qu'après tout dix ans c'est vite passé.

Or la dynamique peut tout à fait être renversée. Ou, en effet, l'adhésion croate est une étape pour *européaniser* les Balkans, ou au contraire c'est une nouvelle frontière. Soit c'est une voie pour que les ex-Yougoslaves se retrouvent au sein d'une nouvelle fédération européenne, soit c'est le retour à la Mitteleuropa qui prévalait avant le 1^{er} décembre 1918. Ou bien l'on croit encore au *Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes*, ou bien on célèbre la restauration de la *Monarchie dualiste* (l'Autriche-Hongrie).

Quoi qu'il en soit, on ne pourra s'empêcher de constater que pour dix ou quinze ans, c'est l'Europe turque qui est à la porte, y compris chez les Serbes, qui, pour s'être érigés en adversaires des Ottomans, n'en sont pas moins accusés de reproduire le modèle de gouvernement turc tout comme les petites *principautés* des Balkans occidentaux.

Les conséquences de l'entrée de la Croatie pour l'ensemble de l'Union sont, allègue-t-on, négligeables : 0,33 % du PIB des vingt-huit ! 4,4 millions d'habitants. Mais ce n'est pas la même chose si l'on considère le nombre des membres : la Croatie est en effet le sixième et dernier État issu de l'ex-Empire austro-hongrois (6 sur 28). Qui prendrait le risque en revanche d'envisager l'entrée de tous les États

issus de l'ex-Yougoslavie (8 sur ce qui serait alors une Europe à 34 ou 35) ? S'il n'est rien par lui-même, le basculement de la Croatie à l'intérieur de l'Union est en quelque sorte la goutte d'eau qui fait pencher le fléau de la balance d'un côté à l'autre. Désormais, beaucoup, notamment en Europe centrale, là où le centre de gravité de l'Union a définitivement glissé, pensent effectivement que c'est bien comme cela, que cela suffit. Vienne a retrouvé ses anciennes frontières et ses **marches**. Il importe de ne pas aller plus loin. La symbolique est ici plus forte que l'arithmétique.

L'entrée de la Croatie lui permet d'échapper également à ce que son grand avocat, Alain Finkielkraut, avait appelé la *malédiction du petit pays* (qu'il appliquait aussi bien sûr à Israël). Les commentaires croates montrent que l'un des effets psychologiques le plus fort, attendu de l'adhésion, est de fait cette disparition par le haut du complexe du petit État, douloureusement vécu par les Croates à la fin de l'ex-Yougoslavie comme à la fin des Habsbourg, mais également sous chacun de ces systèmes. Encore faudrait-il que les institutions européennes ne reproduisent pas sous d'autres formes ces modèles illimités autant qu'indéfinis. La *Grande Nation* (la France) a encore de notables efforts à faire pour s'adapter à cette nouvelle donne européenne et en tirer le meilleur parti.

Yves LA MARCK

♦ **QATAR** – L'émir Hamad ben Khalifa al-Thani prépare sa succession et doit très prochainement passer les rênes à son fils le prince héritier Tamim. Cheikh Tamim, âgé de 33 ans, est le deuxième fils de l'émir et de cheikha Moza, sa deuxième épouse. Il est actuellement le commandant en chef adjoint des forces armées et préside le comité olympique. Parfait francophone, il a été formé à l'académie militaire britannique de Sandhurst. Avec sa mère, il incarne l'aile libérale du pouvoir, tandis que le Premier ministre actuel, Hamad ben Jassem al-Thani, est le chef de file d'une branche très traditionaliste et devra sans doute quitter son poste.

♦ **ROUMANIE** – Accueillie par le ministre de l'Intérieur, Radu Stroe, la princesse Margarita, fille aînée du roi Michel, a participé à la cérémonie militaire de la Journée des Héros, destinée à honorer ceux qui ont donné leur vie pour le pays. De leur côté, les sénateurs et députés qui travaillent au sein de la Commission de révision de la Constitution ont adopté un amendement à l'article 1 de la Loi fondamentale qui reconnaît le rôle historique que la Famille royale a joué dans la création de l'État roumain moderne.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** – Le prince Philippe, duc d'Edimbourg, âgé de 92 ans, a été hospitalisé pendant onze jours à la London Clinic pour subir des examens médicaux approfondis. Il a quitté l'hôpital « *en bon état et de bon humeur* » selon un porte-parole du palais de Buckingham.

♦ **DANEMARK** – C'est à Braine dans l'Aisne que le prince Joachim de Danemark, deuxième fils de la reine Marguerite II, est venu procéder à la cérémonie marquant la restauration de l'unique cimetière militaire danois en France. Parlant un français parfait le plus jeune fils de la famille royale a ainsi déclaré : « *Cette nécropole se présente digne pour le centenaire de la Grande Guerre.* » Alors que le Danemark était resté neutre pendant la Première Guerre mondiale, les citoyens danois habitants du Jutland annexé par l'Allemagne avaient été mobilisés par celle-ci. C'est la raison pour laquelle le prince a tenu à souligner : « *Il est généreux de sauvegarder un mémorial pour des Danois qui ont combattu involontairement contre la France.* »

♦ **NÉPAL** – Plusieurs dizaines d'étudiants ont affronté la police lors de manifestations qu'ils avaient organisées pour marquer leur hostilité à l'ancien roi Gyanendra. Ce dernier a entrepris une longue tournée de quinze jours pour visiter les temples des différentes provinces du pays. Selon un de ses collaborateurs, Sagar Timalina : « *il s'agit d'une visite purement religieuse. Comme tout citoyen népalais, il peut voyager n'importe où dans le pays. Cette visite n'a pas de motif politique.* ». Mais il est vrai que le roi est accueilli partout avec des manifestations de loyalisme dans des villes décorées de bannières honorant « Sa Majesté le Roi Gyanendra »...

Derrière les « Murs rouges »

Diplômé d'histoire, de sciences politiques et de chinois, docteur d'État, Jean-Luc Domenach est directeur de recherches à Sciences po où il enseigne, après avoir vécu plusieurs années en Chine. À l'occasion d'un livre qu'il a récemment publié, *Mao, sa cour et ses complots*, nous l'avons interrogé sur Mao, follement adulé de son vivant en Chine et par une partie de l'intelligentsia européenne. Voici la vérité du maoïsme.

■ **Royaliste : Qu'est-ce qui se cache derrière ces Murs rouges ?**

Jean-Luc Domenach : J'ai fait un livre qui n'est pas ordinaire pour moi et qui est le résultat de longs travaux. Il s'agissait de décrire comment fonctionnait le pouvoir en Chine sous Mao Zedong ; le vrai pouvoir des régimes totalitaires et despotiques. C'est quelque chose qui combine la compétition pour le pouvoir et des affaires d'autant plus personnelles que les dirigeants chinois, comme les soviétiques, vivaient plus ou moins ensemble. Dans ce cas, il se crée un mélange des affaires de couples, du pouvoir et de la haute politique. Je n'imaginai pas que le fait de vivre ensemble dans un lieu qui s'appelait *Les Murs rouges*, que la socialisation du pouvoir, joueraient un tel rôle. Chez moi, cela évoquait quelque chose. J'ai vécu toute ma jeunesse dans une communauté, bien plus honorable, qui était celle des dirigeants de la revue *Esprit*. Cette expérience fait que je sens toute une série de sujets qui se posent dans des communautés de ce genre, fondées par les hommes avec le problème

tout a fait spécifique des épouses. Par ailleurs, il y a un élément plutôt positif qui est que les enfants se moquent des disputes des parents. Il y a donc une véritable contre-société des enfants.

■ **Royaliste : À partir de quelles sources avez-vous travaillé ?**

Jean-Luc Domenach : Le deuxième argument qui m'a poussé à écrire cela, c'est que j'avais obtenu du Quai d'Orsay de fonder la première entreprise intellectuelle française dans la meilleure université chinoise, en matière de sciences humaines, sociales et politiques. Cela m'a permis de vivre cinq ans à Pékin, entre 2002 et 2007. J'ai découvert que les publications, les sources de langue chinoise ont changé. Elles sont à peu près comme elles étaient en Union soviétique, juste avant l'ouverture des archives. Des sources, certes partielles, sont sorties dans les quinze ou vingt dernières années. Mais quand on lit beaucoup, on finit par obtenir des tableaux presque complets. S'ajoutent à cela, les témoignages des secrétaires, des enfants, des femmes et de certains dirigeants. Si bien que

dans une affaire mystérieuse comme celle de Lin Biao, on a les *Mémoires* du fils du commandant de l'avion qui s'est écrasé, des policiers qui ont participé à la chasse de Lin Biao, de sa fille, de secrétaires. Ils ont beau mentir, on arrive à recoller les informations et à reconstituer l'histoire telle qu'elle s'est passée. Je crois que dans mon livre il y a l'essentiel de l'affaire Lin Biao...

■ **Royaliste : Vous décrivez les Murs rouges comme un véritable phalanstère...**

Jean-Luc Domenach : N'exagérons rien ! De tout cela sort une chronique qui décrit le fonctionnement du pouvoir. J'ai voulu découvrir ce qu'il y avait à voir. Il existe de nombreuses formes de pouvoir totalitaire. J'ai trouvé plusieurs séries de choses qui ont dépassées mes attentes. **Le premier point** concerne la vie des chefs qui sont arrivés au pouvoir par la violence, sans préparation, qui ne connaissaient même pas Pékin. Il y a là la description d'une vie commune, parce que Mao veut surveiller son monde. C'est un pouvoir issu de guérillas très localisées. Bien qu'il détestât Pékin et la vie en commun, Mao a ramené tout le monde dans un grand

parc, mélange de bâtiments hétéroclites, au bord de la Cité interdite. Quelques uns, comme Lin Biao, ont vécu ailleurs. Mais Liu Chao Chi, Chou En-Lai et les autres... ont vécu à cet endroit en imitant le Kremlin. Il y a une ou deux séances de danse par semaine, une piscine, tout un équipement, tout un ensemble qui s'appelle *Les Murs rouges*, colorés du rouge impérial. Mao aura toujours des sentiments mêlés à l'égard du Palais impérial voisin. Aussi étrange que cela paraisse, il n'y est jamais entré. **D'un autre côté**, il semble bien qu'il ait voulu fonder une dynastie et qu'il comptait beaucoup sur son fils, Mao Anying, mort en Corée dans un bombardement américain en novembre 1950.

■ **Royaliste : Vous insistez sur le rôle des femmes qui ne sont jamais sur le devant de la scène...**

Jean-Luc Domenach : Je dois dire que je suis tombé amoureux des femmes de dirigeants chinois, que je trouve bouleversantes. Elles étaient en général la troisième ou la quatrième, sauf certaines grandes anciennes comme celle de Chou En-Lai. Ce qui les condamnait, c'était le fait d'avoir des enfants alors qu'il fallait fuir devant un assaut. La plupart des femmes ont été épuisées ou sont mortes. Liu Chao Chi en a eu plusieurs avant la dernière, remarquable. Mao en a eu au moins quatre assez régulières, sans compter les nuées de temporaires. Lin Biao en a eu deux... Teng Siao-

Ping s'est fait voler sa deuxième femme lors d'une purge. La troisième était à la fois la première étudiante rentrée dans la meilleure université chinoise et championne d'athlétisme. Ces femmes ont toutes eu ce problème de reconnaissance affective et se sont tirées d'affaire, courageuses face à leur mari et dans la défaite, se transformant très vite en secrétaire, puis **directeur de cabinet**. J'ai beaucoup d'admiration pour ces femmes qu'on a laissé raconter leur vie aux côtés de barbons. Pendant la Révolution culturelle, elles ont assuré la survie de leurs familles et par là des dirigeants actuels de la Chine populaire...

■ Royaliste : Qui était vraiment Mao ?

Jean-Luc Domenach : Concernant Mao Tsé-Toung, je décris ce cynisme extraordinaire qui évoque celui de Staline, avec une différence : Staline ne détestait pas faire souffrir et mourir ; Mao s'en moque, tout simplement. Si quelqu'un lui fait obstacle, il faut que cela cesse d'une façon ou d'une autre. Mais il ne déteste pas laisser subsister des personnages qui pourraient lui servir ultérieurement. Mao est totalement cynique, pas tellement doué intellectuellement. Il a peu écrit de lui-même, et moins encore parlé en public mais il a compris la relation à établir entre un système idéologique et les impératifs politiques du moment. Sa force résidait dans le fait qu'il était un stratège et un tacticien hors pair. Il savait manœuvrer pour isoler quelqu'un, puis le faire disparaître en tant qu'obstacle. Il y avait à cela un coût terrible : il fallait vivre sans ami, dans un état de manœuvre permanente visant à dominer et séparer, passer à l'attaque comme un éclair chaque fois que nécessaire. C'était vrai dans sa gestion du parti, ce qui explique l'importance de Liu Chao-Chi qui était un vrai communiste car il fallait au moins un dirigeant convaincu et convaincant. Mao était incapable de manifester de la confiance ; il n'était que méfiance et n'a eu que des courtisans ou des gens qu'il manipulait. Liu Chao-Chi a vraiment eu des amis, une femme qu'il aimait, des enfants dont il s'occupait. Les autres ont tous formé des familles unies en éduquant très bien leurs enfants qui sont les dirigeants de la Chine actuelle.

■ Royaliste : En quoi Mao a-t-il été un grand stratège ?

Jean-Luc Domenach : Mao aura tenu en permanence la société des *Murs rouges* en laisse. En même temps il a réussi plusieurs grands paris : il a eu raison contre tout le monde à des moments décisifs. **Premier moment** : le choix de la lutte armée dans les campagnes alors que le parti se faisait écraser dans les villes (1927-1930). Il ne s'agissait pas de convaincre les paysans, mais de créer une situation dans laquelle il n'y avait pas d'autre solution que d'obéir au Parti communiste. **Deuxième moment**, en 1935-1936, lorsque Mao comprend une série de phénomènes. **Un**, le Japon est fort contre la Chine, mais il ne pourra pas tenir face aux autres grandes puissances. **Deux**, le conflit germano-soviétique sera remporté par les Soviétiques qui, à défaut de créer une bonne économie, savent faire la guerre. **Trois**, Mao a déjà en tête que, une fois le Japon écrasé par les Américains, il sera possible de se retourner contre Chiang Kai-Chek, plus affaibli par la lutte contre les Japonais. Tout s'est passé comme Mao l'avait prévu et cela a affirmé sa domination pour longtemps. En prenant le pouvoir, Mao a d'emblée planifié l'élimination un jour de tous ceux qui limitaient son pouvoir. Dès 1951-1952, Liu Chao-Chi et Chu En-Lai sont sous le feu et Mao va programmer la purge qui interviendra avec la Révolution culturelle.

■ Royaliste : Comment s'est creusé le fossé entre Mao et les Murs rouges ?

Jean-Luc Domenach : À l'intérieur des *Murs rouges*, deux phénomènes ont aiguisé le désaccord entre Mao et ses collègues. **Le premier**, c'est que Mao était de plus en plus malheureux avec sa femme. Jiang Qing, cette mauvaise actrice de profession, a été une extraordinaire actrice dans la réalité politique. Elle a été à deux doigts de prendre la succession. Mais Mao a été malheureux en ménage et il n'aimait pas les enfants. Celui qu'il aimait était mort. Il s'est enfermé dans sa folie sexuelle. À cela s'ajoutait qu'il détestait de plus en plus la société des *Murs rouges* et qu'il s'est mis à vivre le tiers ou la moitié de



l'année dans son train spécial qui sillonnait la Chine. Lorsque son train circulait, tous les autres étaient arrêtés dans un rayon de 400 à 500 km. Il s'arrêtait dans de superbes hôtels dont il avait parsemé la Chine. **Dans le même temps**, les *Murs rouges* changeaient parce que ceux qui y vivaient se ressemblaient de plus en plus, éduquaient leurs enfants pour la suite. C'était une **aristocratie** qui s'organisait et commençait à en avoir assez des appels de Mao à la révolution. Contre ces gens qui jouaient les fonctionnaires, à partir de 1955, Mao lance des grandes mobilisations tous les deux ou trois ans, jusqu'à la Révolution culturelle en 1965-1966. Progressivement, s'est déclenché le conflit qui a engendré la Révolution culturelle entre un Mao déviant sexuel et déviant politique et des collègues de plus en plus intéressés par leur propre travail et progressivement - tout arrive - par l'avenir de leur pays. Ils se reconnaissent soit dans Liu Chao-Chi qui croit à un communisme assagi, soit dans Chou En-Lai. Là est l'origine de la Révolution culturelle. Mais Mao devient très malade à partir du début des années 1970. Sa femme va jouer un rôle croissant. Il meurt en 1976.

■ Royaliste : Comment s'est déroulée la succession de Mao ?

Jean-Luc Domenach : La guerre de succession se déroule dans les dernières années de Mao. Il est faible, ne gouverne pratiquement plus. Il y a une rivalité ouverte entre, d'une part, les successeurs de Chou En-Lai, notamment Deng Xiao-ping, et d'autre part la bande des quatre dont Jiang Qing. Mao ne tranche pas et pendant ce temps-là se produit

un phénomène social dont va sortir le coup d'État qui surviendra un mois après la mort de Mao : le retour à Pékin de la caste que Mao avait purgée au début de la Révolution culturelle. Les enfants de cette caste, les futurs princes d'aujourd'hui, ont joué un rôle considérable dans la réunification d'une couche sociale. Ils ont servi d'émissaires. Les membres de la caste qui s'était formée contre Mao vont faire un *coup d'État* des plus risqués. Comme ils n'étaient pas des héros, ils ont attendu que Mao meurt puis ils se sont organisés très rapidement. Les *gauchistes* n'ont pas compris que celui qui ne tenait pas l'armée perdrait : ils ont été arrêtés en quelques heures. Les anciens des *Murs rouges* ont placé leurs hommes progressivement. En 1978, les anciens (dont Deng Xiao-Ping...) reviennent au pouvoir. Au début des années 1980, ils vont mettre en place une deuxième génération de dirigeants plus jeunes.

Au total, ce que j'ai vu c'est une société qu'on ne connaît pas, ou peu. Ce sont aussi des mécanismes également peu connus. C'est un mode d'explication supplémentaire à l'histoire politique effroyable de cette première Chine populaire ; mais aussi une explication du passage à cette deuxième Chine populaire, dirigée par des gens autrement plus sérieux, mieux formés à l'économie dont le seul problème est qu'ils ont beaucoup d'argent et qu'ils risquent d'en mourir...

Propos recueillis par Alain SOLARI

📖 Jean-Luc Domenach – « *Mao, sa cour et ses complots, derrière les Murs rouges* », Fayard, 2013, prix franco : 26 €.

Le pouvoir des mafias

Dans un ouvrage solidement documenté⁽¹⁾, Jacques de Saint Victor raconte l'histoire des mafias qui agissent à la manière d'une prolifération cancéreuse et se mélangent aux secteurs réputés sains de l'économie et de la finance grâce à l'ultra-libéralisme.

La mafia n'est pas seulement une spécialité italienne exportée aux États-Unis : des mafias se sont organisées dans les pays de l'ancienne Union soviétique, en Amérique latine et en Chine. La mafia n'est pas non plus un réflexe d'autodéfense de populations écrasées par le malheur : en Italie, puis en Russie après 1990, elle a fondé sa puissance sur les accords passés avec les pouvoirs politiques et sociaux. Pour comprendre la réalité et l'ampleur de la menace, il faut chasser de son esprit les images d'un folklore abondamment filmé et bannir toute théorie du complot. La Mafia n'est pas une pieuvre, ce qui supposerait un cerveau unique, mais un cancer qui progresse peu à peu au sein des sociétés capitalistes, démocratiques, ultra-libérales et mondialisées.

L'histoire des mafias commence au XIX^e siècle. Certes, il y a toujours eu des bandits qui volaient et assassinaient les gens honnêtes mais les organisations criminelles qui apparaissent en Italie sont solidement structurées, liées aux propriétaires locaux et parties prenantes dans les événements politiques. Leur origine lointaine, c'est en Sicile l'abolition du système féodal : elle a pour effet la suppression des terres communales qui per-

mettaient aux plus pauvres de subsister. Leur privatisation s'accompagne d'une attribution de terre à chaque villageois mais la plupart des paysans pauvres revendent leur quote-part à un riche propriétaire - sans pouvoir aller travailler en usine comme ce fut le cas en Angleterre où la privatisation des terres ne fut pas moins violente. Les paysans sans terre se transforment alors en brigands qui se jouent d'un État trop faible... et que maints grands propriétaires viennent à considérer comme les meilleurs défenseurs de leurs biens. Hautes et basses classes se mélangent - y compris dans les loges maçonniques - et l'on voit apparaître autour de 1820 les familles mafieuses qui se constituent une vingtaine d'années plus tard en Sicile à la faveur des luttes révolutionnaires. Il est certain que les *squadre* des libéraux étaient composées de patriotes et de bandits - lesquels aidaient en certaines occasions les aristocrates tandis que la Camorra napolitaine collaborait avec la police des Bourbons.

Ces liens tissés dans l'ombre caractérisent les mafias italiennes qui participent à tous les grands événements politiques et qui deviennent incontournables dans l'ordinaire des jours. La mafia - le terme apparaît en 1861 - joue son

rôle dans l'unification italienne, s'organise et prospère à la faveur du développement des échanges, s'implante aux États-Unis et cultive intensément ses relations avec les aristocrates, les négociants et les élus. Au début du XIX^e siècle, les mafias sicilienne, napolitaine et calabraise acquièrent une puissance considérable qu'elles conservent à l'époque fasciste, malgré les vantardises de la propagande officielle, et qu'elles renforcent après le débarquement de juillet 1943 - qui ne fut pas préparé avec le concours de la mafia sicilienne contrairement à une légende très répandue. Mais il est vrai que les Américains s'appuient sur les familles pour lutter contre les syndicalistes et les communistes et, tout au long de la Guerre froide, la mafia participe activement à la **chasse aux rouges** et à diverses opérations de déstabilisation sous l'œil bienveillant de la CIA qui voit en elle le moyen de garder l'Italie sous contrôle.

Première force anticommuniste du pays, la Démocratie chrétienne, parfaitement clientéliste et affairiste, ne pouvait manquer de nouer de fructueuses relations avec les mafias qui connurent pourtant dans les années soixante une période de déclin en raison du développement de l'État-providence qui offrait une alter-

native aux élites locales. Il fallut attendre la fin de la Guerre froide pour que l'État italien et le Vatican se décident à réagir mais il était trop tard : le recul de l'État, la mondialisation des échanges, l'expansion inouïe du trafic de drogue favorisée par la CIA et la libre circulation des capitaux ont conduit à un développement des structures mafieuses - en Amérique latine, en Russie - et des pratiques mafieuses.

Tel que le peint Jacques de Saint Victor, le tableau d'ensemble est précis et réellement effrayant. L'histoire du crime organisé démontre l'ineptie de la *Fable des abeilles* selon laquelle les vices privés font le bien public. Non : les criminels corrompent le pouvoir politique qui ne se soucie plus du bien commun et elles le corrompent d'autant plus facilement que le laisser-faire est la religion des hautes sphères ou se côtoient les grands voyous, les artistes à la mode, les vedettes du sport, les banquiers et les oligarques de tous pays.

Ce constat ne saurait nous désespérer. La mafia n'est pas consubstantielle à la démocratie libérale et à l'économie moderne puisque l'État de bien-être, entre 1945 et 1975, avait tenu le crime organisé en lisière. Jacques de Saint Victor souligne ce point capital sans en tirer les conséquences politiques qui s'imposent à nos yeux : contre les mafias, les lois sévères, les juges intègres et les policiers courageux sont nécessaires mais il faut avant tout restaurer l'autorité de l'État, nationaliser les banques, les secteurs-clefs et les entreprises corruptrices sans oublier de réaliser la révolution fiscale afin de restreindre au maximum le territoire invisible des mafias.

B. LA RICHARDAIS

📖 (1) Jacques de Saint Victor - « *Un pouvoir invisible, Les mafias et la société démocratique, XIX^e-XX^e siècles* », Gallimard, 2012, prix franco : 26 €. [Achat immédiat](#)

Le mythe de l'islamisation

Lors de sa parution en 1972, nous avons vivement dénoncé *Le camp des saints*. Le succès remporté par le roman de Jean Raspail nous inquiétait à juste titre puisque, quarante ans plus tard, la peur de l'invasion étrangère continue de hanter maints esprits en Europe. Longtemps la menace fut représentée par les immigrés, qu'en France on avait tendance à réduire aux Algériens à cause d'un passé qui marquait douloureusement les mémoires. Depuis 2005, on s'inquiète de l'*islamisation* selon les thématiques développées dans des ouvrages français, anglais, allemands... par des partis réputés populistes et sur des sites animés par des militants de droite ou de la gauche laïque. Des chiffres sur le nombre de musulmans, la progression des conversions et différentes formes d'agression sont avancés pour prouver la réalité de la subversion et de la submersion islamiques.

Cette peur trouve son origine dans des événements spectaculaires tels la *fatwa* contre Salman Rushdie, les attentats terroristes, les émeutes de banlieue et les discours fondamentalistes qui sont regardés comme autant d'expressions d'un Orient fantasmé et d'autant plus menaçant qu'on disserte sur le **choc des civilisations**. Tous ces éléments sont rassemblés dans une représentation d'un Islam monolithique, manœuvrant les troupes de croyants comme s'ils étaient déjà une armée dont la progression serait inéluctable. Tel est le nouvel Ennemi de l'Occident, qui est conçu comme l'était le communisme - non moins monolithique et irrésistible.

À l'époque de la Guerre froide, celui qui mettait en question les affirmations de l'anticommunisme primaire était dénoncé comme agent ou comme complice de la subversion. Aujourd'hui, ceux qui critiquent le discours antimusulman sont ni plus ni moins des *idiots utiles* ou des *collabos*, vendus à l'Arabie saoudite. Raphaël Liogier (1) est lui-même souvent accusé par des journalistes et des militants... qui se présentent comme des victimes de la pensée dominante. Je bénéficie au contraire de l'étrange privilège accordé aux royalistes de la NAR : depuis vingt ans, nous sommes tenus à l'écart de tous les débats - et seulement sortis de notre trou médiatique à l'occasion des mariages royaux - ce qui me permet d'écrire à Marine Le Pen ou de répondre sur l'islam à un ami laïc de gauche (2) sans qu'on me tienne pour un futur rallié au Front national ou pour un islamophile. Cette position à la fois confortable et agaçante me permet de dire tranquillement qu'il faut garder raison avec Raphaël Liogier. Je dirai même plus : garder la raison **politique**, la maintenir à l'écart des *phobies* et des *philies* dans lesquelles se noient les débats. Cela signifie qu'il faut respecter des règles de méthode, prendre au sérieux les travaux universitaires et tenter d'évaluer les rapports de force.

Quant à la **méthode**, il n'est pas possible de tirer une règle générale d'un cas particulier. Si un voyou nommé Mohamed frappe mon copain François, cela ne veut pas dire que tous les musulmans - à supposer que Mohamed soit pratiquant -

sont des agresseurs en puissance. Si tel était le cas, nous serions en guerre civile depuis belle lurette.


Les **travaux universitaires** et les instituts scientifiques détruisent les légendes chiffrées sur l'immigration et l'islamisation. Il n'y a pas 50 millions de musulmans dans l'Union européenne mais entre 12 et 16 millions. Il n'y a pas 4 ou 6 millions de musulmans déclarés en France, mais 2,1 millions. Et même s'ils étaient 4 millions, soit 6,4 % de la population française en 2008, cela ne leur permettrait pas de conquérir un pays de 65 millions d'habitants. Bien sûr, on peut imaginer des conversions innombrables mais nous comptons en France 3 600 convertis à l'islam par an. Bien sûr, on peut imaginer une fécondité prodigieuse mais toutes les études démographiques montrent que la fécondité des Européens musulmans est alignée sur la moyenne européenne. Bien sûr, on peut annoncer un déferlement d'immigrés musulmans mais le taux d'accroissement migratoire de la population française est de 1,1 pour mille depuis 1980. Raphaël Liogier cite des centaines de chiffres. On ne peut les récuser en affirmant que les musulmans et les immigrés sont *bien plus nombreux*, ce qui veut dire que nous sommes devant un mensonge institutionnel. Cette thèse est très répandue mais elle est paradoxale car elle aboutit à discréditer les autorités d'un pays dont on dit qu'il est victime d'une subversion. Elle est surtout inquiétante car toute théorie du complot est le signe d'une crise de la légitimité politique : c'est de celle-ci qu'il faut se préoccuper, au lieu de disserter sur le déclin d'un Occident qui n'existe pas.

Le **rapport de forces** entre les musulmans - ou supposés tels - et leurs victimes potentielles est aussi évanescant que l'Occident. Les musulmans sont aussi divisés que les chrétiens et en guerre les uns contre les autres - en Afghanistan, en Irak, en Syrie... À la différence des catholiques, ils n'obéissent pas à une autorité unique et ils ne sont pas constitués en partis dans les pays de l'Union européenne. Nous sommes confrontés à des réseaux terroristes qui ont pour objectif de séparer les musulmans français de leurs concitoyens - la propagande antimusulmane étant pour eux, si l'on ose dire, du pain bénit.

Hélas, les observations strictement politiques restent sans effets sur l'islamophobie militante car celle-ci a fabriqué ce que Raphaël Liogier appelle un **Musulman métaphysique** qui ressemble au **Juif** des antisémites : une créature partout identique, vouée corps et âme à la Domination, qui se présente sous les traits du fin stratège de la subversion permanente et de la petite brute de banlieue, du religieux fanatique et du drogué halluciné - de même que *Le Juif* des années trente était à la fois un banquier riche et un bolchevique sanguinaire.

Ces peurs ne peuvent être chassées par des discours réprobateurs mais par un projet politique qui permettrait d'embarquer tous les citoyens et d'accélérer les logiques d'intégration. L'oligarchie nous renvoie à nous-mêmes en exigeant que nous acceptions sans mot dire des sacrifices sans fin. Pas étonnant que certains parmi nous aient envie de sacrifier le voisin - faute de pouvoir frapper les responsables de leurs malheurs.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Raphaël Liogier - « *Le mythe de l'islamisation - essai sur une obsession collective* », Seuil, 2012, prix  Achat immédiat | franco : 17 €.

📖 (2) Cf. sur mon blog ma *Lettre ouverte à Marine Le Pen* et mon débat avec Alain Besson.

Édouard Berth

En s'appuyant sur la personne d'Édouard Berth, Alain de Benoist nous propose le récit passionnant d'un moment de notre histoire intellectuelle, qui s'étend des années 1890 à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Ce n'est pas vraiment une biographie, mais plutôt l'exploration d'un courant de pensée, dont Édouard Berth serait en quelque sorte le fil conducteur, qui nous est ici proposée (1). Le point de départ, qui restera un idéal toujours espéré (même quand la réalité de l'évolution sociale n'en fera plus qu'une chimère dérisoire), est le syndicalisme révolutionnaire dont la grève générale, comme mythe mobilisateur, constitue le moteur. La classe ouvrière doit devenir une force autonome, loin des partis, fussent-ils socialistes, et des illusions corporatistes ou interclassistes. La théorie, élaborée par Georges Sorel, se veut une synthèse entre Marx et Proudhon. Et c'est bien en disciple de Georges Sorel qu'Édouard Berth se présentera toujours.

Cette approche, qui eut son heure de gloire, sera progressivement écartée des milieux socialistes et syndicaux. Mais ses tenants espèrent lui donner un second souffle en se rapprochant d'un mouvement dont l'émergence semble brouiller le paysage politique d'alors : l'Action Française. Certes, Sorel n'est absolument pas royaliste, mais Berth n'a pas vraiment les mêmes réticences. Et puis Maurras, seul parmi les journalistes de droite, a soutenu les ouvriers victimes des fusillades de

Clemenceau. Georges Valois, un esprit paradoxal dont les théories sociales sont alors fortement marquées d'antisémitisme, fera le lien. Apparaît alors le fameux Cercle Proudhon dont les cahiers accueilleront les signatures des tenants du syndicalisme révolutionnaire et des défenseurs du nationalisme intégral (2). Nous sommes à la veille de la Grande Guerre. L'entreprise fera long feu.

Alain de Benoist montre avec pertinence pourquoi cette aventure était inéluctablement vouée à l'échec, car reposant sur un immense malentendu. Deux visions du monde absolument irréductibles se rejoignent ici tout à fait artificiellement dans l'hostilité à la démocratie et au jeu des partis. **Pour les maurrassiens**, la démocratie parlementaire entraîne une division formelle qui nuit à l'intérêt national. **Pour les soréliens**, la démocratie parlementaire crée l'illusion d'un intérêt national qui dominerait l'intérêt propre de la classe ouvrière. Les deux thèses sont inconciliables. D'ailleurs, Sorel accusera Maurras de n'être qu'un esprit vaniteux, tout à fait ignorant en économie et indifférent aux questions sociales.

Quant à leur philosophie, c'est un gouffre abyssal qui les sépare : Sorel (et Édouard Berth aussi) se réfère à Nietzsche et Bergson, deux philoso-

phes que Maurras condamne absolument (sans doute parce que le premier est Allemand et le second Juif, mais Alain de Benoist est plus *gentil* pour Maurras en en faisant le tenant d'une philosophie de l'Être contre une philosophie du Devenir). Et puis aussi il faut bien voir qu'au sein de l'Action Française, les soutiens à la théorie de la lutte des classes ne sont qu'une infime minorité, la plupart des adhérents en tiennent au mieux pour le catholicisme social, trop souvent pour un corporatisme désuet, si ce n'est pour une défense quasi systématique des intérêts patronaux.

Au lendemain de la guerre de 14-18, c'est le temps de la grande clarification, même si les parcours personnels des différents protagonistes restent assez chaotiques. **Sorel**, qui est à la fin de sa vie, se rallie à la Révolution bolchevique, traçant un très surprenant portrait de Lénine en disciple de Proudhon ! **Berth**, encore un instant reconnaissant à Maurras, se rallie, lui aussi, aux Soviétiques, en qui il voit à la fois une sorte d'incarnation du syndicalisme révolutionnaire et le moyen de régénérer une Europe tout entière contaminée par l'esprit bourgeois anglo-saxon. Il renouvelle sa défense de la lutte des classes, appelle la classe ouvrière à la sécession (dans la tradition sorélienne) et voit dans l'ou-

vrier - qu'il pare toujours de formidables vertus, Daniel Halévy lui en avait déjà fait le reproche avant 14 - le modèle de l'homme nouveau (le rapprochement, suggéré par Alain de Benoist, avec le Travailleur de Jünger est tout à fait éclairant). Il collabore à *Clarté*, hebdomadaire communiste, avant de s'éloigner, dégoûté par l'emprise grandissante du stalinisme. Il meurt à la veille de la Seconde Guerre mondiale, assez désabusé, semble-t-il. **Quant à Valois**, il quitte l'Action Française, se rapproche un moment du fascisme, avant d'adopter des positions assez proches des communistes mais pas tout à fait orthodoxes, relayées par sa maison d'édition et quelques revues plus ou moins éphémères. Résistant, il sera arrêté par les forces d'Occupation et mourra en camp de concentration (3).

Le texte d'Alain de Benoist n'est ni une hagiographie, ni un simple exposé de doctrines politiques. Il argumente, critique, présente des éléments d'une correspondance inédite, énonce les points de vue d'auteurs ayant travaillé sur le sujet (notamment Jacques Julliard), et n'hésite pas parfois à polémiquer (contre Zeev Sternhell). Le tout est passionnant. Un appendice original est consacré aux idées religieuses d'Édouard Berth, une occasion de se remémorer la question néo-thomiste, source de nombreux débats intellectuels de l'entre-deux-guerres, aujourd'hui bien oubliée. Comme l'est aussi, cet épisode singulier du socialisme français dont Édouard Berth fut le héros.

Patrick PIERRAN

📖 (1) Alain de Benoist - « *Édouard Berth ou le socialisme héroïque* », Pardès, 2013, prix franco : 23 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) « *Cahiers du Cercle Proudhon* », réédition, préface d'Alain de Benoist, Éd. Avatar, 2007, prix franco : 35 €. [Achat immédiat](#)

📖 (3) Voir le *Lys rouge* n°52 « *Figures : Georges Valois (1878-1845)* », prix franco : 7 €. [Achat immédiat](#)

Souscription

"Où il y a un écu, il y a un diable. Où il n'y en a pas, il y en a deux"

(Proverbe français)

Il s'en est fallu de peu pour que le cap symbolique des 10 000 euros soit atteint aujourd'hui, jour où nous « bouclons » le journal. Un grand merci donc déjà à ceux qui ont contribué à ce résultat. Mais, rappelons-le, **l'objectif à atteindre est de 14 000 €** d'ici la fin juillet et donc rien n'est encore gagné. Beaucoup de nos lecteurs n'ont pas encore répondu. Qu'ils le fassent, dans la mesure de leurs moyens, le plus rapidement possible. Sachez que tous les dons, même les plus modestes, sont les bienvenus.

Je compte sur vous.

Yvan AUMONT

3^e liste de souscripteurs

H.A. (Paris) 50 € - Roger Akriche 50 € - Arnaud David 50 € - André Bacquet 45 € - Bernard Barbiche 30 € - Alain Barré 50 € - Jacques Berbineau 200 € - Françoise Germain-Robin et Luc Beyer de Ryke 50 € - J.B. (Saône et Loire) 50 € - Michel Bouillet 100 € - Didier Bourdelin 30 € - S.B. (Vienne) 100 € - Gisèle Brodud-Yviquel 50 € - Marie-Marthe Calvière 40 € - Sabine Cazenave 50 € - A.C. (Seine et Marne) 35 € - Hubert Charpentier 20 € - Jean-Philippe Chauvin 100 € - Florence et Gilles Chopard 100 € - J.C. (Seine-maritime) 40 € - Christian Darlot 50 € - Jean Dauvergne 50 € - Hervé Duval 50 € - B.D. (Yvelines) 20 € - A.D. (Haute-Savoie) 20 € - Benoît Dolle 350 € - Richard Fielz 100 € - Arnaud Fioravanti 50 € - Albert Forget 20 € - Christian Frater 50 € - André Gallière 50 € - Yves Garnier 20 € - Jérôme Gicquel 5 € - Luc de Goustine 150 € - Etienne Harel 50 € - Isabelle Houdart 200 € - Anne Joannelle 50 € - Alain Jouffroy 20 € - Jacques Lambalais 15 € - Alexandra Lavaut 40 € - Marc Leroy 50 € - Daniel Lindenberg 100 € - Jean-Pierre Lopez 5 € - Pierre Maillard 50 € - Jacques de Monneron 200 € - M.P. (Portugal) 20 € - François Noir 100 € - Etienne Parize 20 € - Noël Pécout 10 € - Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot 100 € - Michèle Pinson 30 € - Jacques Roué-Daéron 20 € - Jacqueline de Roux 20 € - Hervé Rumin 200 € - Philippe de Saint Robert 50 € - Maurice Sarazin 20 € - Pierre Sauterey 200 € - Patrick Simon 50 € - Michel Soulier 50 € - Bernard Thibault 50 € - Grégory Thomas 30 € - Jean-Marie Tissier 20 € - Hubert Védrine 100 € - Marcel Veyrenc 30 € - Paul Vincent 50 € - Max Woelflé 20 €.

Total de cette liste : 4 313,00 €

Total précédent : 5 628,08 €

Total général : 9 941,08 €

Faire un don

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (10 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 6 €).

● Mercredi 26 juin - Démographe et historien, **Hervé LE BRAS** publie avec **Emmanuel TODD**, historien et anthropologue, un ouvrage qui rompt avec le déclinisme ambiant. S'il est vrai que la France subit une violente

crise économique et sociale, l'examen des trente dernières années montre un pays qui est en bonne santé démographique et qui progresse considérablement dans le domaine de l'éducation, de l'émancipation des femmes, de l'intégration des populations immigrées, de l'urbanisation. Dans le même temps, la France a connu des mutations politiques de grande ampleur et un changement profond dans son rapport à la religion catholique...

Il y a un « *Mystère français* » que les deux auteurs expliquent par l'évolution des structures familiales et des représentations sociales sur un territoire réorganisé par l'urbanisation. Ce type d'analyse peut-il nous permettre de prévoir les évolutions politiques à venir ?

A NOS LECTEURS

Comme tous les ans, *Royaliste* suspend sa parution pendant la période estivale.

Le numéro (n°1038) que vous avez entre les mains est le dernier numéro *normal* avant l'été. Le prochain (n°1039) qui paraîtra le 10 juillet est un numéro spécial de 16 pages spécialement destiné à faire connaître *Royaliste* à de nouveaux lecteurs.

Nous vous incitons vivement à nous passer commande de quelques exemplaires afin de

pouvoir le diffuser dans votre entourage. Nous avons établi pour cela un tarif particulièrement avantageux : 5 ex. : 8 € - 10 ex. 12 € - 20 ex. 18 €.

Pour le même tarif nous pouvons nous charger d'expédier nous-mêmes les exemplaires aux listes de personnes dont vous nous communiqueriez les adresses.

Alors, vite à vos carnets d'adresses !

SERVICE LIBRAIRIE

RAPPEL : Notre service librairie est à votre disposition pour vous fournir non seulement les ouvrages mentionnés dans *Royaliste* mais également n'importe quel livre (à la condition qu'il soit encore disponible chez l'éditeur). N'hésitez pas à faire appel à nos services. Nous assurons également la recherche d'ouvrages épuisés (sans garantie de succès...). Faites-nous part de vos besoins.

Demande d'abonnement d'essai

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées et bénéficier d'un abonnement de trois mois gratuit, remplissez le bulletin ci-dessous

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation et un abonnement gratuit de trois mois. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Vogue la galère !

Des amis personnels, hauts fonctionnaires en poste, souvent à l'étranger, m'interrogent sur l'attitude des principaux personnages de l'État. C'est flatteur : je suis censé connaître les raisons profondes des décisions prises, évitées ou reportées, des aberrations constatées, de l'indifférence plus ou moins polie des oligarques à l'égard de ceux qui leur apportent des informations pertinentes et des solutions permettant de sortir de l'impasse ultra-libérale. Hélas ! Mes explications ne parviennent pas à satisfaire ces amis, qui ont pour la plupart voté à gauche avec un mince espoir et qui voient de très près comment les intérêts français sont si peu et si mal défendus. A partir d'observations directes ou indirectes, je voudrais cependant résumer mon point de vue par quelques mots.

Carrière. Quand le service de l'État est inscrit dans un plan de carrière qui est lié aux rapports de forces à l'intérieur d'un parti, les pensées et les actes sont ramenés à la médiocrité des calculs personnels.

Communication. Quand l'action politique est soumise aux critères de la communication, la capacité de juger est perdue aussi sûrement que le fameux « contact » avec le « terrain » : on fait ce qui est convenable pour bien paraître dans les médias sans vouloir comprendre qu'ils n'assurent pas la relation entre le pouvoir et le peuple.

Clôture. L'oligarchie est un monde clos, dans lequel l'adhésion populaire et les sentiments des subordonnés ne comptent pas plus que la morale commune : le politique cherche l'es-

time du grand industriel qui guette celle du banquier que le patron de médias sollicite. L'argent irrigue l'ensemble, sans qu'on se préoccupe des sources. La corruption n'est plus ressentie comme telle.

Dogmatisme. Les oligarques de droite et de gauche évoluent dans la même bouillie idéologique, tellement touillée en petits comités qu'elle leur paraît naturelle. Le libre-échange, l'euro, la spéculation, la Commission européenne, l'Occident



et la prééminence américaine ne sauraient être mis en question. La nation passe donc à l'arrière-plan – celui des discours de campagne électorale.

Opportunisme. Dans un monde clos, riche en jeux de miroirs, les idées sont réduites à des formules sans importance. Seuls comptent les rapports de force dans une microsociété qui se croit réaliste en oubliant que les idées font naître les réalités. J'observe que les oligarques ont pour le moment raison de penser ainsi : les jugements critiques et les idées neuves n'ont actuellement aucune force et il est facile d'en conclure qu'il n'y a point de menace – hormis les scandales qui frappent quelques éminences. Vogue la galère !

Si l'on additionne le carriérisme, la communication, l'entre-soi, le dogmatisme et l'opportunisme, on aboutit à un premier constat qui permet d'expliquer l'inexplicable : l'oligarchie ne pense pas, elle n'est plus dans l'histoire de la nation, elle ignore tout du Politique et elle justifie son irresponsabilité en prétendant que l'intérêt national passe par un « intérêt européen » qu'elle serait bien en peine de définir. D'autres décident, à Bruxelles, à Francfort, à Berlin, à Washington selon les « dossiers » à traiter, en tout cas « en Occident » (1) et l'on s'en tient à une défense minimaliste – par exemple sur l'exception culturelle – qui permet de faire accepter des abandons majeurs comme on le verra lors des négociations sur la libéralisation des échanges entre l'Union européenne et les États-Unis.

Il n'y a donc rien à comprendre, sinon que les oligarques français suivent la tendance dominante – le *mainstream* – dans leur Occident fictif afin de conserver l'estime des *clubmen* qu'ils rencontrent lors des sommets internationaux et dans les conseils européens.

Aucune indignation, aucune exhortation ne les conduira à changer d'attitude puisque le rapport des forces joue en leur faveur dans les principaux pays de l'Union européenne. Des syndicats divisés et parfois complices. Des mouvements protestataires dépourvus de stratégie cohérente. Dans les classes moyennes et populaires, des citoyens partagés entre l'accablement et l'exaspération... Les oligarques peuvent, non sans bonnes raisons, se sentir hors d'atteinte. C'est ce sentiment d'invulnérabilité qui est pour eux le principal danger.

Bertrand RENOUVIN

(1) Lire la communication de Régis Debray : « [Occident, diagnostic](http://www.fondation-res-publica.org) » sur le site www.fondation-res-publica.org